

La prophylaxie de la fièvre aphteuse dans le département du Finistère par la méthode de l'abatage des malades et des contaminés

Le problème "humain"

par M. Georges PERUS

(Note présentée par M. C. BRESSOU)

La prophylaxie de la fièvre aphteuse par la méthode de l'abatage des malades et des contaminés, est appliquée dans le département du Finistère depuis le 6 janvier 1957.

Sans doute ce département est-il l'un de ceux où une première expérience pouvait être durablement tentée avec les plus grandes chances de succès.

C'est une presque île n'offrant de possibilités de contamination que par sa « frontière » de l'Est, sur une distance toutefois relativement grande, de près de 150 km.

Sa situation excentrique la tient à l'écart des grands courants commerciaux.

Elle est une région d'élevage intense, dans laquelle les importations de bétail sont relativement faibles sauf en ce qui concerne les porcelets d'élevage et les porcs gras qui sont régulièrement importés en assez grande quantité des Côtes-du-Nord et surtout du Morbihan.

Aussi, parce que la fièvre aphteuse y est rare et traditionnellement bénigne, la plupart des éleveurs ignorent tout de la maladie, et en méconnaissent en même temps la gravité et les symptômes, ce qui peut entraîner de dangereux retards de déclaration.

Les animaux, neufs pour la plupart, ne possèdent aucune immunité héréditaire ou acquise, et peuvent être particulièrement sensibles au virus.

Si la configuration géographique du Finistère et sa vocation d'élevage lui permettent de conserver un état sanitaire du cheptel relativement plus satisfaisant au regard de la fièvre aphteuse que

de nombreux départements français, il ne possède donc aucun privilège particulier en cas d'apparition d'une épizootie à l'intérieur de son territoire, et les conditions de l'expérience réalisée pendant les mois de janvier et février 1957 paraissent sensiblement analogues à celles qui existent dans de nombreuses régions d'élevage françaises où des résultats identiques auraient pu, ou pourraient être enregistrés.

Aussi, les raisons de l'application de mesures rigoureuses dans la lutte contre la fièvre aphteuse doivent être surtout recherchées dans le dynamisme du Conseil Général et du Préfet, M. Jean CHAPEL et dans leur souci de créer les conditions indispensables d'un marché compétitif d'exportation pour l'élevage d'un département dont les courants commerciaux sont traditionnellement tournés, au moins pour une part, vers l'Angleterre (primeurs-fraises, etc.)

La principale difficulté consistait à obtenir l'approbation active de mesures à priori très impopulaires, par tout un monde rural réputé pour son individualisme et peuplé à peu près exclusivement de petites exploitations familiales dans lesquelles l'attachement sentimental des animaux de la ferme est extrêmement vif (1).

De fait, il n'avait pas été possible, malgré l'accord du Préfet et de la Commission départementale (2) d'appliquer ces mesures lors de la survenue de deux épidémies bénignes et peu contagieuses en 1955 et 1956. Tout au plus, avait-on pu souligner que c'eût été, même à ces occasions, une opération rentable et bénéfique aussi bien pour les cultivateurs intéressés que pour l'ensemble de l'élevage du département.

Nous savions donc que, contrairement à ce qu'on aurait pu penser, seule une épidémie grave, malgré tous les risques d'échec qu'elle comportait, pouvait permettre d'obtenir une adhésion assez massive de l'ensemble des éleveurs pour que les récalcitrants éventuels soient dans l'impossibilité morale d'endosser la responsabilité de l'extension de l'épidémie.

Le 30 décembre 1956, la fièvre aphteuse est déclarée dans le hameau de Lamphily (commune de Concarneau) par suite de l'introduction le 25 décembre 1956, dans une ferme alimentant la ville de Concarneau en lait de deux vaches frisonnes en lactation.

(1) Le Finistère groupe 58.000 cultivateurs éleveurs, possédant 450.000 vaches laitières. La superficie moyenne de chaque ferme est de 11 ha, landes comprises.

(2) Un crédit provisionnel voté par le Conseil Général pour l'application de la méthode de l'abattage en cas d'apparition de peste aviaire en 1955, aurait été utilisé à cet effet

Le soir même, une truie suitée de l'exploitation infectée est atteinte et ses porcelets meurent dans la nuit.

Dans les jours qui suivent, la totalité des étables qui ont eu un contact direct ou indirect avec les deux vaches primitivement infectées, ont contracté la fièvre aphteuse. (1).

Dès le 2 janvier 1957, le Préfet décide l'application de mesures draconiennes de police sanitaire — 160 gendarmes sont mobilisés.

Dans les zones d'interdiction, toute vie économique et sociale est strictement suspendue. Les enfants ne vont pas à l'école, le courrier n'est pas distribué. Le boucher, le boulanger n'ont pas accès aux fermes dangereuses dans lesquelles les cultivateurs sont impitoyablement enfermés, 24 heures par jour, des piquets de gendarmerie et les polices municipales assurent une étroite surveillance. Toute bête vivante (chien, chat) sortant d'une ferme infectée est abattue.

La presse informe les cultivateurs du danger de l'épidémie, des mesures prises et de leur bien-fondé.

Très vite, les associations d'élevage par hygiène de la région prêtent leur concours à la stricte application de la police sanitaire (2).

Les 3 et 4 janvier un sondage d'opinion est effectué dans 17 fermes atteintes ou en danger de l'être. Il a donné les résultats suivants à la question « Accepteriez-vous de voir abattre la totalité de vos animaux malades et contaminés, contre le remboursement intégral de leur valeur commerciale, et l'engagement à l'aide des Services techniques à la reconstitution de votre troupeau ? » — 15 Oui. — 1 Non. — 1 sans réponse.

Le samedi 5 janvier, le Conseil Général réuni en session extraordinaire, forme à l'unanimité le vœu que la méthode de l'abattage soit immédiatement mise en œuvre. Il vote un crédit de 40 millions en vue du remboursement intégral, aux cultivateurs, de la valeur commerciale des animaux abattus.

(1) 30 décembre. — Concarneau (Lamphily).

31 décembre. — Trégunc.

2 janvier. — Trégunc (Trévignon).

3 janvier. — Concarneau et La Forêt Fouesnant.

5 janvier. — Trégunc (Trévignon).

6 janvier. — Pont-Aven-Nizon.

(2) Les syndicats d'élevage par l'hygiène, créés en 1955 et 1956 se fixent pour but l'amélioration de l'élevage par la santé. Ils groupent la totalité des éleveurs de chaque commune. Le 6 janvier, lorsque, deux heures après la déclaration d'un foyer, les gendarmes sont arrivés en place, les routes étaient barrées par des fils de fer barbelés et les membres du Conseil d'Administration du Syndicat fourches en mains, imposaient une discipline plus dure encore que celle qu'avait fixée l'autorité préfectorale.

Il décide la création immédiate d'une commission d'estimation.

Celle-ci fonctionne le même jour dès 17 heures. Elle poursuivra sa mission pendant la nuit. La signature du dernier cultivateur sollicité était enfin obtenue le dimanche soir à 20 h. 30.

Le 7 janvier au soir, la totalité du cheptel malade et contaminé était abattu, et les fermes désinfectées.

Il n'est pas sans intérêt de noter par quelques traits, le climat de ces premières discussions, ce qu'a représenté l'acceptation de la plupart de ces huit paysans qui savaient parfaitement — et on le leur disait — qu'aucune loi ne pouvait les contraindre à laisser abattre leurs animaux ; et combien elle a été méritoire.

— Après 4 heures de discussion, un vieux paysan, M. D... s'est effondré en sanglotant, la tête entre les bras croisés sur la table, en s'écriant : « C'est effrayant ce que vous demandez là, c'est effrayant. »

— Il a été nécessaire de louer une chambre à Concarneau pour une vieille cultivatrice, afin de lui éviter ainsi le spectacle de sa ferme désertée.

— Il n'est pas une des 8 acceptations qui n'ait été arrachée dans les larmes.

Par la suite, de nouveaux foyers sont apparus. Cependant, même lorsque la maladie paraissait bénigne, qu'une seule vache sur la totalité du troupeau présentait des signes cliniques, l'acceptation du cultivateur a toujours été immédiate. La plupart du temps, sitôt la main serrée, il demandait d'emblée : « Elles partent quand ?... »

Cette évolution, si rapide de la mentalité des éleveurs du Finistère est parfaitement compréhensible.

Les 8 premiers qui ont accepté l'abatage avaient confusément conscience que la fièvre aphteuse était un fléau que les hommes devaient subir passivement ; ils savaient que les mesures prises dans le passé n'avaient jamais pu empêcher l'extension de la maladie ; ils avaient tendance à avoir confiance dans une vaccination qui avait été depuis longtemps prônée auprès d'eux comme le seul moyen de lutte, et qui s'inscrivait parfaitement dans la tradition des soins individuels toujours largement prodigués aux animaux, dans les exploitations familiales où le cheptel est relativement peu nombreux.

Ils avaient pourtant donné leur accord « de principe » lors de l'enquête faite les jours précédents ; on pouvait alors mesurer

combien il était resté abstrait, théorique, et comme ils croyaient peu en voir la mise en application dans leurs propres fermes.

Ils appréhendaient aussi vivement les difficultés indéniables de reconstitution de leur cheptel.

En dernière analyse, ces propositions heurtaient de front des habitudes profondément enracinées : l'obligation de prendre une décision immédiate sans longuement réfléchir à quelque chose de si important et de si nouveau ne pouvait créer chez chacun d'eux qu'un sentiment violent d'affolement et de révolte.

Aussi, n'auraient-ils certainement accepté ni l'abatage sur place, ni un remboursement seulement partiel de la valeur de leurs animaux.

Lorsqu'ultérieurement de nouveaux cas apparurent, la méthode appliquée à Concarneau-Nizon était depuis huit jours et plus l'objet de toutes les conversations au café, et dans les veillées au coin du feu. Non seulement chacun s'était habitué à l'idée d'avoir peut-être un jour à prendre à son tour cette grave décision, mais tout semblait indiquer que cette première expérience était couronnée de succès ; il s'agissait donc là d'un moyen réellement efficace de combattre l'épidémie ; et chacun se sentait comptable de son comportement devant l'ensemble des cultivateurs du département, et devant ceux qui, les jours précédents, avaient donné un si remarquable exemple.

Après 8 jours de silence qui ont fait croire à un succès définitif un foyer a été découvert à Saint-Evarzec, dans une ferme isolée, à une distance d'une douzaine de kilomètres des précédents. L'apparition de la maladie remontait à près d'une semaine. Il semble avoir été l'origine de l'apparition à plusieurs kilomètres les uns des autres, de foyers sporadiques, dans plusieurs cas d'apparence bénigne, dont tous n'ont pas été déclarés immédiatement, soit par ignorance, soit (une fois au moins) par calcul.

Pendant cette période, la persistance des mesures de police sanitaire féroces a lassé un certain nombre de cultivateurs que la grande peur d'une épidémie grave n'habitait plus.

Les déclarations tardives ont fait perdre le fil conducteur de la marche de l'épidémie ; la connaissance des exploitations susceptibles d'être infectées n'a pu être de ce fait que très imparfaitement connue.

Cependant, ces difficultés ont pu être surmontées. On peut fixer au 23 janvier la fin de l'épidémie commencée le 30 décembre 1956.

Les derniers foyers constatés semblent avoir pour cause une contamination indirecte par des marchands fréquentant assidûment des départements profondément infectés. Ils ont pu être éteints immédiatement, sans que l'application de la méthode de l'abatage ne se heurte à aucune difficulté particulière (1).

Aujourd'hui, après 3 mois, elle jouit dans la totalité du département d'une remarquable popularité.

Les cultivateurs lui accordent une entière confiance, non seulement parce que les premières expériences se sont soldées par un succès technique indiscutable, mais parce que la situation sanitaire privilégiée de leur département et la complète liberté des foires et marchés entraînent à leur profit une augmentation des cours des animaux assez sensible pour qu'ils en fassent eux-mêmes la constatation (2).

Il ne faudrait pas en conclure que tout danger est écarté. Les régions voisines, singulièrement le Morbihan, sont profondément infectées à proximité même des limites du Finistère ; les importations constantes de porcs et de porcelets d'élevage, faites en dépit des règlements en vigueur, par de nombreux commerçants dont certains souhaitent, par commodité personnelle, l'envahissement du Finistère par la fièvre aphteuse, sa mise en interdiction et par voie de conséquence la suppression de toutes les actuelles difficultés

(1) *Tableau des foyers depuis le 29 décembre 1956.*

- 30 décembre. — Concarneau, Virus 0.
- 31 décembre. — Trégunc.
- 2 janvier. — Trégunc.
- 3 janvier. — Concarneau-La Forêt Fouesnant, Virus 0.
- 5 janvier. — Trégunc.
- 6 janvier. — Pont-Aven-Nizon, Virus 0.
- 14 janvier. — Saint-Evarzec (Déclaration tardive).
- 18 janvier. — Fouesnant (Déclaration tardive).
- 23 janvier. — Saint-Evarzec (2 foyers, Virus 0).
- 4 février. — Fouesnant et Pleuven (2 foyers), Virus A.
- 12 février. — Elliant.
- 18 mars. — Leuhan.

Au total, 425 animaux ont été abattus, dont :

- 268 vaches
- 157 porcs,

compte non tenu des veaux et des porcelets.

Les frais de remboursement du cheptel se sont montés à : 20.580.000 francs.

Les frais de fonctionnement et d'équipement à un peu plus d'un million.

La récupération de la viande pour la boucherie a produit une somme de 5.500.000 francs environ.

Soit une dépense totale à ce jour, de 16 millions de francs environ.

(2) Les porcelets d'élevage, voire les porcs de boucherie, valent de 2 à 4.000 francs (aujourd'hui) de plus, dans le Finistère que dans le Morbihan.

de transactions commerciales avec les départements voisins (1), peuvent être l'origine de l'apparition simultanée de trop nombreux foyers pour qu'il soit certainement possible, avec l'aide de crédits limités, d'en assurer l'extinction.

De plus, l'ignorance par l'ensemble des cultivateurs des symptômes de la maladie, leur méconnaissance profonde des conditions de la contagion ont été et seront encore une des causes les plus importantes de la diffusion de la fièvre aphteuse.

Néanmoins, les sommes dépensées par le département paraissent minimales au regard des pertes qu'auraient pu entraîner jusqu'à ce jour, une épidémie grave et toutes les entraves que crée la suppression des foires, des marchés et des transactions commerciales.

Surtout, elles ont permis de faire la preuve que les mêmes cultivateurs qui manifestent indifférence ou hostilité à des demi-mesures à la vertu desquelles ils ne croient pas, et qu'ils sont unanimes à transgresser, acceptent parfaitement les disciplines les plus dures, et collaborent même à leur application, lorsqu'ils les savent justes et mises en œuvre avec tout le sérieux désirable.

Mais, si elles forment actuellement, dans un département sain, une règle à laquelle chacun trouve normal de se soumettre, c'est parce qu'elle a été instaurée dans une période difficile.

On peut craindre qu'il soit demain illusoire d'en espérer l'application ailleurs, lorsque chacun aura, à tort sans doute, l'impression que l'épidémie s'éteint d'elle-même, et que les grandes pertes qui l'accompagnent sont du domaine du passé.

Discussion

M. GUÉRIN. — D'après ce que je viens d'entendre il semble que le succès d'une telle méthode ne peut être obtenu que si l'on assiste à l'éclosion même de l'épidémie, tout à fait à son début. Lorsqu'une épidémie est déjà déclarée dans un département il est inutile de penser à une telle méthode. Mais assister à l'éclosion de l'épidémie est je crois la chose la plus difficile à réaliser, parce que, dans quel département cette éclosion va-t-elle être constatée ? Va-t-elle être constatée dans un département où le système est en vigueur, où il va fonctionner instantanément ? Si le système n'est pas mis en place préalablement, rien ne peut être fait ; il faut que le système soit mis en place « ante scriptum », et que l'on puisse le déclencher par téléphone, par télégramme, par les moyens les plus rapides. C'est à mon avis la condition indispensable.

(1) Par décision du 22 mars 1957, le Morbihan et les Côtes-du-Nord ont été déclarés « interdits » en raison de l'aggravation de la fièvre aphteuse sur leur territoire. Toutes les exportations vers le Finistère sont donc légalement interdites. L'interdiction du Finistère libérerait ces transactions commerciales.

Or, je crois que cette condition sera rarement réalisée. Je ne veux absolument pas décourager le travail entrepris par M. PERUS, qui est tout à fait intéressant et a dû nécessiter de la part de son auteur une activité et une dépense de forces considérables, seulement de la théorie il faut passer à la pratique, surtout lorsque l'on n'est pas armé par un texte légal.

M. GUILLLOT. — Ce texte existe maintenant.

M. GUÉRIN. — Il ne prévoit pas l'organisation. Vous avez parlé de 5 vétérinaires, d'un directeur, de 4 techniciens, etc., il y a aussi le matériel, tout cela n'est pas prévu dans le texte légal. Encore une fois, la chose essentielle c'est que la lutte soit entreprise instantanément. Ce travail est à mon avis d'une extrême importance, mais il faudrait avoir l'avis des responsables de la prophylaxie.

M. GUILLLOT. — La question a été longuement débattue dimanche dernier à Lyon au cours d'un colloque organisé sur la fièvre aphteuse en accord avec l'organisation des Journées de Pathologie Comparée de Langue Française. Je puis dire que M. VUILLAUME a souligné exactement toutes les conclusions que vient de donner M. BRESSOU ; il a montré tout l'intérêt de la méthode, évidemment dans un département qui géographiquement, comme d'ailleurs l'a dit M. BRESSOU au début de l'exposé, se prêtait particulièrement bien à une telle mesure, car tout de même c'est un département qui est entouré d'eau de trois côtés, limitant à une seule frontière terrestre l'introduction non seulement de bétail, mais des oiseaux, de tous animaux sauvages pouvant transporter le contagé. Pour ce cas particulier l'avis de M. VUILLAUME était absolument formel en faveur de la méthode. Mais il a expliqué que dans les départements intérieurs où il y a beaucoup plus de mouvement de bétail que dans le Finistère, où la valeur du bétail est également très supérieure, dans le Charolais ou dans le Maine-Anjou par exemple, on voit très mal l'application d'une telle mesure qui consisterait à abattre des bêtes de concours, évidemment élevées depuis de longues années. Cela pose de très gros problèmes, à commencer par le problème financier, limité à 19 millions dans le Finistère, mais qui serait beaucoup plus important dans les autres départements.

M. BRESSOU. — Il est certain que cette méthode demande une organisation importante. Mais il en est de même pour toute autre maladie contagieuse où l'abatage est prescrit. Et pour la fièvre aphteuse elle-même, le dispositif de lutte par la vaccination demande un personnel nombreux et exige le fonctionnement d'instituts producteurs de vaccin suivant une méthode que nous savons d'autant plus compliquée et onéreuse qu'il faut prévoir l'entretien de ces établissements en dehors des périodes d'épizooties.

Il en est de même des moyens financiers et M. RAMON a montré, au cours de l'enquête qu'il a menée sur la dernière épizootie de fièvre aphteuse, que les dépenses nécessitées par la méthode de l'abatage étaient sensiblement inférieures aux pertes occasionnées par le développement de l'épizootie.

La situation géographique du Finistère est certes un élément favorable, mais certains pays où la prophylaxie par l'abatage a réussi comme la Hollande et le Danemark ont proportionnellement de plus importantes frontières terrestres que le Finistère, et la Suisse, où l'abatage reste l'arme maîtresse de la lutte contre la fièvre aphteuse, est un pays continental où le mouvement commercial des animaux est intense.

M. GUÉRIN. — Il s'agit uniquement de petits pays et de pays dans lesquels les gens sont habitués à obéir.

M. BRESSOU. — C'est évidemment la difficulté, surtout dans un pays comme le nôtre où les règlements sanitaires sont si mal observés. Je ne sais s'il y a présentement dans le Corps des vétérinaires sanitaires de nombreux agents qui aient l'ardeur et le penchant au prosélytisme de M. PÉRUS, mais on peut penser qu'instruits du rôle particulier qu'ils auront à jouer et judicieusement stimulés il s'en trouverait beaucoup pour se donner à une tâche où l'instruction et la persuasion font mieux que la coercition. Cette tâche se trouve vite allégée, comme l'indique M. PÉRUS, par la confiance que l'éleveur, instruit par les faits, ne tarde pas à accorder aux mesures d'hygiène et à les observer.

Quant aux effectifs — nous en avons parlé ici même à propos de la tuberculose — il est évident que c'est là un problème professionnel d'une extrême importance qu'il faut résoudre si l'on veut répondre aux besoins de l'élevage et de la santé publique. L'accroissement de nombre des adjoints aux directeurs des Services vétérinaires départementaux en ces vingt dernières années est significatif. Il est certain que l'on ne pourra pas faire une médecine préventive sérieuse et efficace si l'on ne dispose pas d'effectifs suffisants. C'est pourquoi sans doute un groupe d'experts réunis sous l'égide de l'O.M.S. a envisagé récemment la création d'auxiliaires vétérinaires chargés des tâches sanitaires mineures.

M. GUÉRIN. — Il faut créer un mouvement, et c'est ce qui donne de l'importance au travail de M. PÉRUS ; il faut publier *urbi et orbi* sa communication.